

Le mouvement flamand de France à la lumière de l'histoire culturelle

Benoît Mihail

DANS **REVUE DU NORD** 2005/2 n° 360 - 361 , PAGES 633 À 645

ÉDITIONS **ASSOCIATION REVUE DU NORD**

ISSN 0035-2624

DOI 10.3917/rdn.360.0633

Date de mise en ligne : 19/03/2013

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-du-nord-2005-2-page-633?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association Revue du Nord.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le mouvement flamand de France à la lumière de l'histoire culturelle

« La génération qui nous suivra, oublieuse de ses ancêtres, acceptera sans protestation la langue étrangère, qui s'est implantée sur notre sol, et bientôt personne, plus personne chez nous, ne saura déchiffrer nos vieux diplômes, nos chartes communales, ni lire et comprendre nos historiens et nos poètes. J'ai le cœur gros en songeant à cet avenir prochain, à l'idée de penser que nous serons désormais regardés comme un peuple sans histoire, comme une population appelée à la vie politique par la déclaration du droit de l'homme et du citoyen ».

Tiré de la correspondance entre Alexandre Bonvarlet, premier président du Comité flamand de France, et le poète flamand Guido Gezelle, ce passage est repris dans un des principaux livres consacrés au sentiment régional en Flandre française, *Vlaanderen in Frankrijk* — « la Flandre en France », par Luc Verbeke¹. Il donne au lecteur l'impression d'un mouvement à la fois étranger au nationalisme français et tourné vers la défense de la langue. En réalité, il n'est ni l'un ni l'autre, mais il a souffert d'une lecture engagée, propagée principalement par des Belges néerlandophones ou des personnes associées au mouvement flamand de Belgique. Bonvarlet lui-même n'a du reste cessé d'agir en contradiction avec son texte, ou en tout cas n'a jamais rien fait pour lutter contre la situation qu'il dénonce².

La multiplication des études scientifiques consacrées à l'expression des identités en France, ainsi que, plus généralement, l'essor de l'histoire culturelle, permettent désormais de jeter un regard nouveau sur ce passé. On peut définir trois moments-clés dans le processus d'affirmation régionale : le long XIX^e siècle, d'abord, dominé par une approche très tournée vers le folklore ; la première moitié du XX^e siècle, ensuite, qui voit la dérive de certains mouve-

*. — Benoît MIHAIL, docteur en histoire, responsable du Service historique de la police, 33, avenue de la Force Aérienne, B - 1040 Bruxelles.

1. — L. VERBEKE, *Vlaanderen in Frankrijk. Taalstrijd en Vlaamse beweging in Frans- of Zuid-Vlaanderen*, Anvers/Utrecht, 1970, p. 59.

2. — On trouvera des informations biographiques sur Bonvarlet et sur la plupart des personnalités évoquées ici dans la *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* ; le même ouvrage renseignera le lecteur sur les grandes étapes du mouvement flamand de Belgique, tel que décrit ci-dessous.

ments vers un nationalisme radical ; enfin, depuis le milieu du xx^e siècle, l'émergence d'un régionalisme plus modéré. Ce schéma, cependant, n'éclaire pas la nature profonde du sentiment d'identité, qui, dans le Nord comme ailleurs, a toujours prêté le flanc aux interprétations les plus variées. Nous voudrions souligner ici cette complexité, en portant l'accent sur la période décisive de la Troisième République. Nous examinerons successivement la manière dont les militants belges se sont intéressés au Nord, puis, à l'inverse, l'attention portée par les régionalistes français au mouvement flamand de Belgique ; enfin, nous tenterons de définir ce qui distingue fondamentalement les deux approches³.

Les Flamands de Belgique et le Nord

Né avec le romantisme, le mouvement flamand s'apparente d'abord à une redécouverte des racines populaires du peuple « belge » (encore qu'il apparaisse déjà à l'époque hollandaise). Le développement des études historiques sur les anciens Pays-Bas, la célébration de l'école flamande de peinture ou l'essor d'une littérature flamande répondent à un besoin de culture spécifique — ni française, ni allemande — au service de la jeune nation, dont personne ne conteste la légitimité. L'apparition du Parti du Meeting à Anvers dans les années 1860 vient poser une ombre sur ce tableau puisque ses militants, qui appartiennent surtout au monde catholique, remettent en cause la politique militaire de l'État central. Mais jusqu'à la fin du siècle, les revendications se cantonnent au domaine de la reconnaissance officielle de la langue. Il n'est pas question d'un peuple flamand possédant ses intérêts propres ; en tout cas, aucun groupement organisé n'agit en ce but.

Les prémisses d'un intérêt pour le Nord

Dans ce contexte, l'intérêt pour la Flandre française s'inscrit lui aussi dans une optique culturelle. Il s'agit avant tout de rappeler aux Flamands de Belgique que le Nord préserve une partie de leur héritage, sinon de leurs racines. Ces manifestations d'intérêt se cantonnent presque exclusivement au domaine linguistique, à savoir le parler west-flandrien — à cette époque, le flamand n'est toujours pas une langue unifiée mais un ensemble de dialectes. En 1909 encore, un guide touristique édité par l'association culturelle du *Davidfonds* ne consacre pas une seule ligne aux particularités architecturales de la Flandre française ; par contre, le texte ne manque pas de critiquer la dérive « irrégulière et immorale » de la France⁴.

3. — Pour un complément d'information, permettons-nous de renvoyer à notre thèse de doctorat : B. MIHAIL, *Le « Néo-Flamand » en France. Un passé régional retrouvé et réinventé sous la Troisième République*, Université libre de Bruxelles, 2003.

4. — Th. SEVENS, *In Fransch Vlaanderen*, Ypres, 1909, p. 90 et 134.

Rares sont les Belges qui s'investissent davantage dans cette région, et ils en ressortent toujours déçus. Paul Frédéricq, qui assiste à un concours littéraire en 1874, réalise que les Français sont devenus imperméables à la culture de leurs ancêtres ; ils ne savent même pas qui est Jan Breidel, le héros de la Bataille des Éperons d'Or⁵. Ce militant libéral tente alors une série d'expériences qui le rendront amer ; en 1897, il présente au Comité flamand de France un projet de défense de la langue qui est si mal accueilli qu'il se désintéresse à jamais de la région. Quant à Guido Gezelle, déjà évoqué, il a beau partager avec les membres du Comité flamand la foi catholique et la passion du *Westvlaamsch*, il n'en appartient pas moins, lui aussi, à un autre horizon idéologique. Ainsi, il ne parvient même pas à trouver assez de collaborateurs français pour assurer la publication de la revue qu'il lance en 1885 pour la défense du flamand en France ; *Ons oud Vlaemsch* ne connaîtra qu'un seul numéro⁶.

Certains parmi leurs successeurs vont espérer faire bouger les choses en adoptant des méthodes plus offensives. Ils délaissent le monde ouaté des sociétés savantes pour les salles populaires, à l'instar de l'association *Pro Westlandia*, qui, à la veille de la Grande Guerre, multiplie les représentations théâtrales ou les récitals de chanson traditionnelle dans les petits villages de la Flandre Maritime ainsi que dans l'agglomération lilloise⁷. Encore une fois, le succès de ces initiatives demeure maigre.

La radicalisation

Avec les drames de la guerre, les revendications de la jeune génération prennent cependant une portée nouvelle. Déjà imperméables au modèle patriotique belge, la plupart de ces Flamands lui deviennent carrément hostiles dès lors qu'ils sont confrontés aux inégalités de traitement au sein de l'armée, tandis qu'en zone occupée, certains choisissent la collaboration avec l'Allemagne. Tout ceci contribue évidemment au discrédit de la cause aux yeux des francophones, et le mouvement se détache de plus en plus du cadre national.

Le rapport à la Flandre française s'en ressent dans la mesure où l'intérêt presque sentimental de jadis cède la place à des visées expansionnistes dictées par un attachement croissant au droit du sang qui prélude aux théories nazies. Personne, bien sûr, ne songe à reconquérir *manu militari* la partie fla-

5. — L. MILIS, « Frans-Vlaanderen en de gentse liberale van « Het Volksbelang » in de late negentiende eeuw. Drie bijdragen », dans *Handelingen der Maatschappij van geschiedenis en oudheidkunde te Gent*, XXVIII, p. 115-40.

6. — Cf. D. BEIRENS « De geschiedenis van « Ons Oud Vlaemsch », tijdschrift van Guido Gezelle voor Frans-Vlaanderen », *De Franse Nederlanden/Les Pays-Bas français*, 1982, p. 130-52.

7. — M. NUYTENS et M. SOMERS, « Een nieuwe kijk op Pro Westlandia », *De Franse Nederlanden/Les Pays-Bas français*, 1984, p. 45-64.

mande du Nord : la démarche s'apparente moins à un fédéralisme idéaliste qu'à une manœuvre pour mieux affirmer la dimension politique du flamin-gantisme belge, la Flandre étant présentée comme une nation en quête d'espace vital pour assouvir son besoin de liberté. Le milieu de *Pro Westlandia*, très impliqué dans la collaboration en 1914-1918, se montre particulièrement sensible à ces idées, comme l'illustre le cas de l'animateur de *Neerlandia*, Johan Louis van Es. Celui-ci estime que, indépendamment de son lieu de naissance et de sa langue, chaque homme doit avoir les mêmes droits et protections que dans le pays où vit le peuple auquel il appartient.

Les Belges s'intéressent désormais à des personnalités plus radicales — mais aussi, nous le verrons, plus isolées dans le monde culturel français. Il s'agit pour l'essentiel du petit groupe qui gravite autour du fameux abbé Gantois et de son « Union des Cercles flamands » (*Vlaamsch Verbond van Frankryck*). Les initiatives de celle-ci, comme la publication de la revue *Le Beffroi de Flandre* (qui devient ensuite *Lion de Flandre*) sont financées par l'*Algemeen Nationaal Verbond*, une association qui vise au rapprochement des néerlandophones à travers le monde et surtout entre ceux de Hollande et de Belgique⁸. À l'inverse, l'activité du groupe de Gantois est relayée dans la presse belge engagée, mais le temps des activités érudites est passé : en 1941, Gantois et ses disciples participent à l'élaboration d'un numéro spécial sur la Flandre française de la revue ultra-collaborationniste *De Vlag* (le Drapeau).

La personnalité la plus intéressante de cette période douloureuse est sans conteste Vital Celen, qui, pour sa part, demeure absolument étranger à la collaboration durant la deuxième guerre. Dès 1933, ce professeur de littérature néerlandaise consacre à la province perdue un livre, *Fransch-Vlaanderen*, qui va beaucoup influencer Gantois et ensuite le pousser dans la voie du mouvement des « Grands Pays-Bas » (la réunion de toutes les parties des anciennes Flandres). Celen se démarque nettement des intellectuels qui l'ont précédé dans cette voie en choisissant de ne pas privilégier la question de la langue. Soucieux de démontrer que les Flamands de France appartiennent à l'héritage commun même s'ils ont oublié leur langue maternelle, il évoque d'autres secteurs de la vie culturelle, y compris l'architecture moderne avec la production régionaliste de Louis-Marie Cordonnier ou Gabriel Pagnerre⁹. Il n'hésite pas à en conclure que la Flandre française connaît une renaissance du sentiment de race en révolte avec le modèle jacobin imposé depuis le XVIII^e siècle. Son plaidoyer est appuyé de citations empruntées à Gantois, sous plusieurs de ses

8. — Voir P. VAN HEES et H. DE SCHEPPER dir., *Tussen cultuur en politiek. Het Algemeen-Nederlands Verbond (1895-1995)*, Hilversum-La Haye, 1995 (un livre qui ne consacre pas une seule ligne à la question de la Flandre française, sinon après 1945).

9. — V. CELEN, *Fransch-Vlaanderen*, Anvers, 1933, p. 54.

pseudonymes, mais aussi d'extraits des *Lézardes sur la maison*, le texte fondateur de Maurice Barrès pour un régionalisme organiciste de droite¹⁰.

Malgré l'intermède de la guerre et de la collaboration qui discrédite à nouveau le mouvement flamand, la voie est tracée pour une approche culturelle appelée à prédominer jusqu'à nos jours : la Flandre française appartient à l'héritage commun des anciens Pays-Bas car elle a gardé, non pas tant la langue, mais les traditions, les arts, le goût de la couleur locale qui prospèrent de l'autre côté de la frontière. Le maintien ou l'encouragement du flamand fait donc figure de moyen nécessaire pour préserver un lien au passé, comme dans la citation de Bonvarlet. On pourrait énumérer, à titre d'illustration de cette pensée, pratiquement tous les auteurs belges qui ont écrit sur le Nord, dans des publications régionalistes ou même dans les revues *Les Pays-Bas français* — *De Franse Nederlanden*, *Ons Erfdeel* et *Wetenschappelijke Tijdingen*. Mais aucun parmi eux, si ce n'est Éric Defoort, n'a pris la peine de souligner que la réflexion de Bonvarlet ne recouvre pas la réalité du mouvement flamand de France, et que l'histoire de celui-ci est en contradiction avec leur vision d'une province perdue en quête d'un rapprochement avec le giron maternel¹¹.

Ce qui distingue fondamentalement les deux approches

En Belgique, ni les militants du mouvement flamand, ni les historiens de celui-ci n'ont pu ou voulu voir le nationalisme viscéral qui anime les Français du Nord en quête de racines. Ils n'ont cessé d'insister sur Jean-Marie Gantois, personnage isolé et atypique, en négligeant par exemple un André Mabilille de Poncheville, pourtant collaborateur de nombreux journaux flamands belges dans la première moitié du siècle (*Dietsche Warande*) — si ce n'est pour lui reprocher son « faux régionalisme ». Mabilille de Poncheville appartient à une autre frange du mouvement régionaliste septentrional, une frange beaucoup plus importante que le fédéralisme germanophile de l'abbé. Sa portée n'est pas régionale mais bien nationale et il faut l'étudier à la lueur de l'histoire culturelle du sentiment identitaire définie, à la suite des travaux de Maurice Agulhon, par Anne-Marie Thiesse, Jean-François Chanet et d'autres chercheurs issus d'équipes pluridisciplinaires. Suivre cette voie revient à lever le voile sur un pan quasi occulté de l'histoire régionale.

L'opposition classique entre un modèle national français rationaliste et un modèle germanique organiciste tend à faire oublier que la France a connu elle

10. — Z. STERNHELL, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, 1^{re} éd. avec une préface de Raoul Costardet, 1972, rééd. augmentée d'un essai inédit, Paris, Fayard, coll. « Pour une histoire du XX^e siècle », 2000, 432 p.

11. — E. DEFOORT, « De Vlaamse Beweging in Frankrijk tussen mythografie en historiografie », *Wetenschappelijke Tijdingen*, XLIII/1, 1984, p. 20-35.

aussi une vague de romantisme, un mouvement de fascination envers les racines populaires et le passé des anciennes provinces. Un des enjeux majeurs de la longue révolution qui traverse le pays de 1789 à l'avènement définitif, ou presque, de la République en 1871 n'est-il pas l'assimilation des différences régionales en un tout cohérent ? Dès l'aube du XIX^e siècle, des voix s'élèvent pour réclamer la préservation des traces de cette histoire, sans pour autant remettre en cause le modèle hérité des Lumières. Une France centralisée, certes, mais néanmoins consciente de la diversité de son patrimoine : cette vision de la nation a toujours eu de nombreux partisans, mais elle a aussi connu des expressions très différentes, du provincialisme des légitimistes au régionalisme de la Belle Époque.

Le très long romantisme flamand de France

Dès la période révolutionnaire, le département du Nord est confronté à un héritage (traditions, monuments, œuvres d'art) qui diffère sensiblement des canons soutenus par le pouvoir central, à savoir celui de l'époque des anciens Pays-Bas méridionaux. En marge du travail des savants belges, les érudits locaux commencent à réfléchir sur ce patrimoine et tentent de lui donner un sens. Une première manière, la plus répandue, consiste à lire le passé à la lumière de l'histoire nationale afin d'en dégager les éléments qui mettent le Nord en valeur. Mais l'influence du romantisme septentrional, celui de Herder ou des frères Grimm, pousse au contraire certains à cultiver la différence. Parmi eux se trouvent les fondateurs du Comité flamand de France qui, dès 1851, entreprennent l'étude de la littérature et des traditions régionales. Certes, chez ces notables catholiques, la motivation est également politique, car ils n'hésitent pas à dénoncer les effets pervers de la modernisation de la société et du centralisme impérial puis républicain. Tous n'en demeurent pas moins d'ardents patriotes, pour qui la Belgique est un pays étranger en proie à ses propres soucis.

Le rôle du comité est parfaitement résumé à la mort de son fondateur, Edmond de Coussemaker, par Monseigneur Dehaisnes, le plus influent des érudits de la fin du siècle dans le département :

« La Flandre, comme l'Alsace, comme la Bretagne, est une contrée qui, avec sa langue, a conservé sa littérature, ses chants et ses légendes, ses mœurs, ses coutumes et ses usages, ses institutions, ses confréries et ses monuments ; les conquêtes, les siècles ont passé, sans avoir pu décrire le caractère de la population qui y réside. Là, plus que partout ailleurs, il est possible de saisir les souvenirs du passé ; là, par conséquent, plus que partout ailleurs, l'historien trouve matière à des travaux curieux et importants »¹².

12. — C. DEHAISNES, *Notice sur la vie et les travaux de M. E. de Coussemaker*, Lille, Danel, 1876, p. 30.

Ni colère, ni tristesse, donc. Bien que profondément catholique, l'ancien archiviste départemental n'en demeure pas moins fidèle en tous points au modèle national issu des Lumières ; il se défie des projets de défense de la langue flamande mais n'épargne pas sa peine pour faire connaître la tradition artistique régionale, car il s'agit pour lui d'une œuvre patriotique — son ouvrage majeur, *Histoire de l'art dans la Flandre, l'Artois et le Hainaut avant le XV^e siècle*, vise d'ailleurs à démontrer la spécificité de cette école de peinture, comme si elle avait toujours eu une âme française. Bref, ces « travaux curieux et importants » qu'il encourage sont ceux que les grands historiens nationaux — Thierry, Guizot ou Michelet — ont souhaité voir se propager dans toute la France.

Le même état d'esprit anime la majorité des démarches en faveur de l'identité régionale, tant publiques (la Commission historique du département du Nord) que privées (la Société d'Émulation de Roubaix, dirigée par le chanoine Leuridan), et il prospère bien au-delà du siècle. L'évolution de l'histoire politique de la France va toutefois conduire une partie de ses interprètes à adopter un discours plus radical. Dans le sillage des mouvements d'extrême droite attisés par la crise du régime, le discours en faveur de la reconnaissance du passé régional se transforme parfois en un plaidoyer pour une réorganisation des institutions qui respecterait davantage les racines de la nation française et donc les singularités provinciales. Maurice Barrès, Charles Maurras et d'autres prophètes du retour à la terre suscitent dans le Nord des émules attentifs au respect de leur héritage. Mais cette évolution n'entraîne pas pour autant un sursaut de sympathie pour la Flandre belge, loin s'en faut. Il en résulte au contraire une vision ultra-nationaliste de la culture flamande, qui s'exprime notamment au moment de l'exposition des primitifs flamands à Bruges en 1905. Un article de *La Revue septentrionale*, le principal organe des nordistes installés à Paris, n'hésite pas alors à suggérer une reconquête de la Belgique par les arts : « on peut souhaiter une France agissante et puissante, qui s'assimilerait la culture flamande : un art français qui confondrait en une seule école d'influence latine les deux tronçons d'une même province » — Le Nord est flamand et français depuis 1667, alors pourquoi pas la Belgique ?

Le contexte international joue bien entendu un rôle déterminant : il faut freiner par tous les moyens l'expansion de la culture germanique, envers laquelle les Flamands de Belgique sont soupçonnés de sympathie. Personne ne semble mesurer alors les risques de l'opération pour la cohérence du modèle identitaire célébré par le pouvoir, celui des « petites patries unies dans la grande »¹³. La lecture de *La Revue des Flandres*, modeste publication d'un

13. — Voir A.-M. THIESSE, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, 1997.

groupe de jeunes catholiques murrassiens, montre pourtant qu'il s'agit d'une arme à double tranchant¹⁴ : en déplaçant le socle du nationalisme du terrain de la raison vers celui de l'hérédité, les partisans de la terre et des morts mettent à nu un des fondements de l'identité française, ce qui va alimenter le discours séparatiste de certains nouveaux venus.

La rupture de la guerre

Il faut attendre la Grande Guerre et ses lendemains pour mesurer les conséquences de l'ouverture de la boîte de Pandore. Au risque de simplifier les choses, on peut poser que le discours sur l'identité régionale s'articule autour de deux sujets principaux : d'une part, la condamnation du flamingantisme belge, coupable de trahison avec l'ennemi ; d'autre part, l'insistance sur le martyr enduré par le Nord, qui conduit parfois à une vive critique du pouvoir central, accusé de n'avoir rien fait pour soulager les peines des Français de Flandre. Ce deuxième aspect peut, le cas échéant, conduire à une récupération des outils utilisés par les collaborateurs belges dénoncés par ailleurs.

Prenons l'exemple d'une revue catholique de Dunkerque, *le Beffroi*. Au moment de la libération, le discours est sévère.

« Où sont donc les protestations d'amitié toutes platoniques d'autrefois ? Les « flamingants » belges nous juraient qu'ils cultivaient uniquement les lettres et les arts. Nous les avons écoutés volontiers et nous leur avons dit que, nous aussi, nous aimions le flamand « pour lui-même ». Nous étions tout disposés à fraterniser sur ce terrain purement sentimental qui ménageait nos susceptibilités nationales. Il y avait là matière à une idylle, car les Flamands de France aiment sincèrement la langue suave et pittoresque de leurs mères, et ils acquiesçaient sans arrière-pensée à une telle combinaison « pour l'amour de l'art ». Or, le loup de la politique s'était couvert d'une peau d'agneau pour nous convaincre et se jouer de nous ... »¹⁵

Simultanément, pourtant, la revue publie de vifs encouragements à la décentralisation, au bilinguisme, et même une défense du projet d'Université flamande à Gand (voulue pour contrer l'influence intellectuelle française sur l'élite régionale), l'auteur se contentant de souhaiter que les militants belges mettent un frein à leurs critiques de la France¹⁶.

Les rédacteurs du *Beffroi* ne sont pas isolés. Après avoir très vivement condamné *Pro Westlandia* et décrédibilisé tout le mouvement flamand belge,

14. — M. NUYTTENS, « Revue des Flandres (1906-1907) », *De Franse Nederlanden/Les Pays-Bas français*, 1980, p. 51-63.

15. — G. BARBEZ « Flamands & « flamingants ». La fin d'un rêve », *Le Beffroi*, n° 13, juillet 1920, p. 6.

16. — A. CORDONNIER-WIBAUT, « Nos enquêtes. La Renaissance de la langue flamande en Flandre française (suite) », *Le Beffroi*, n° 5, novembre 1919, p. 8-9.

Camille Looten, le président du Comité flamand de France, entreprend un plaidoyer pour la langue vernaculaire dans *Le Beffroi* et à l'occasion d'un grand congrès régionaliste en décembre 1920, ce qui lui vaut une enquête de police¹⁷. Pourtant, le chanoine ne fait que se conformer à la théorie sur l'enracinement mise au net par Barrès (qui cultiva toujours son accent lorrain) et reprise à cette époque par une large partie du monde politique. En d'autres termes, il ne s'agit ni plus ni moins que de raffermir le patriotisme de chacun. Le publiciste Jean-Robert, alias Gaston Tabart-Robert, le résume dans une phrase percutante : « En France, il n'est point de question flamande, seuls ignorants et gens de mauvaise fois peuvent affirmer le contraire [...] L'esprit régionaliste n'est, en effet, chez nous, qu'un nouvel élément de force et de fermeté dans notre patriotisme »¹⁸. Impossible, donc, de mettre sur le même pied les initiatives régionalistes dans le Nord et le mouvement flamand de Belgique à cette époque.

L'abbé Jules Lemire est celui qui, dans le Nord, va le mieux mettre en application cette théorie. Conscient des implications assez modestes de la cause de la langue flamande, le fondateur de *La Ligue du coin de terre et du foyer* choisit de porter l'accent sur le folklore (dans lequel il inclut d'ailleurs le parler régional), afin de transformer ce qui demeure encore un outil d'études nostalgiques en un instrument de bataille pour une conception organiciste de la nation¹⁹. En mettant une arme aussi efficace dans les mains du nationalisme, Lemire s'attirera la gratitude du pouvoir central en même temps que la haine des militants plus radicaux.

Le mythe du séparatisme

Car il y a bien sûr des exceptions au phénomène. Deux seulement méritent d'être citées : Georges Blachon et Jean-Marie Gantois, déjà évoqué plus haut. Le premier est l'archétype du contestataire viscéral, révolté contre le système. Si son caractère versatile et son inconstance l'empêchent de construire quoi que ce soit de solide, ses écrits exercent une influence considérable sur la jeune génération, jusqu'en Belgique — son classique *Pourquoi j'aime la Flandre* est traduit par le grand écrivain Stijn Streuvels, tandis que ses théo-

17. — C. LOOTEN, « La question du Flamand », *Le Beffroi*, n° 18, décembre 1920, p. 1-11 ; lettre du commissariat spécial au préfet, 31 décembre 1920, Archives départementales du Nord (AD Nord), 154 M 318.

18. — JEAN-ROBERT, « Régina de Donkermeer par A.-B. Rodenbeek », *Bulletin des Amis de Lille*, VIII, n° 46, 15 août 1929, p. 4.

19. — Ceci apparaît déjà de façon frappante dans son discours prononcé au Congrès archéologique de Bruges en 1902, lorsqu'il tente de démontrer que l'archéologie sert à présenter la vie quotidienne du peuple autant que celle des élites. Pour une introduction utile à la personnalité de Lemire, voir *1893-1993. Centenaire de l'élection de l'abbé Lemire à la députation, avec des extraits inédits du Journal de l'abbé Lemire*, Hazebrouck, 1993 et la thèse de J.-M. MAYEUR, *L'Abbé Lemire, 1853-1928, un prêtre démocrate*, Tournai, Casterman, 1968, 698 p.

ries racistes reçoivent les éloges de Ward Hermans, un des flamingants les plus extrémistes du siècle²⁰. L'abbé Gantois apparaît davantage comme un bâtisseur ; il est à l'origine du développement de l'association des Cercles flamands de France, qui, dans les années vingt et trente, multiplie les congrès d'études régionalistes. Mais tous les deux restent fondamentalement français dans leur démarche.

Sous ses dehors fantaisistes, Blachon appartient en effet à ce contingent singulier de nationalistes tellement excessifs dans leur jugement qu'ils deviennent les ennemis de la cause qu'ils prétendent défendre — celle de la « vraie » France. Davantage motivé par la haine de la République, dominée selon lui par le Midi, que par l'amour du folklore flamand, il se sert de celui-ci pour tenter de démontrer que la France est septentrionale, aryenne et chrétienne. Sa définition de la langue flamande est à cet égard éloquente, puisqu'il préfère parler de « Francique » — le parler de ce peuple franc dont les Flamands seraient les héritiers directs : « tous les indigènes, écrit-il à propos de la Flandre belge, vivent, en réalité, et parlent et pensent français : français primitif, français définitif, ou français altéré, mais français toujours »²¹.

L'abbé Gantois appartient pour sa part à une génération qui n'a connu ni la défaite de 1870, ni l'Affaire Dreyfus. Chez lui, la fascination du monde germanique et la haine du régime en place conduisent à une attitude plus radicale, c'est-à-dire au mépris pur et simple de l'identité française. Sa conduite pro-allemande durant la deuxième guerre en est la conséquence directe. Il est toutefois essentiel de souligner que non seulement son animosité n'est pas partagée par son entourage, mais encore que son combat contre la République et l'héritage rationaliste des Lumières sert moins les intérêts du fédéralisme que ceux des régionalistes patriotes qui récupèrent ses idées au profit d'une conception organiciste de la nation.

Les quelques notables qui gravitent autour de Gantois, comme Jules Scrive-Loyer, Achille Glorieux ou Jules-Emmanuel Van den Driessche, sont avant tout en quête d'une alternative politique. Motivés par le dégoût de la Troisième République et par ce qu'ils considèrent comme une décadence de la société vers le matérialisme et l'individualisme, ils soutiennent l'héritier de Bonald et non l'admirateur du Vlaamsch Nationaal Verbond — le parti flamand pro-nazi en Belgique. Leur univers idéologique reste donc viscéralement français ; même Nicolas Bourgeois, un des plus proches de Gantois sur le plan du rejet du pouvoir central, est étonné par l'« intransigeance » du Belge Cyriel Verschaeve lorsqu'ils discutent ensemble du cas du Nord²².

20. — M. NUYTENS, « De Franse Nederlanden in Nederlandstalige periodieken 1919-1945 », *De Franse Nederlanden/Les Pays-Bas français*, 1986, p. 233 et 238.

21. — G. BLACHON, *Pourquoi j'aime la Flandre*, Lille, 1927, p. 90.

22. — E. DEFOORT, « Les souvenirs de Nicolas Bourgeois (1896) », *De Franse Nederlanden/Les Pays-Bas français*, 1979, p. 190.

Le vrai régionalisme flamand de l'Entre-deux-guerres

La meilleure preuve du lien entre le mouvement de Gantois et le contexte idéologique national est l'écho donné à leurs publications dans le cercle plus large des « Essi », les syndicats d'initiative, soit de ce que l'on peut appeler le « régionalisme touristique » qui prospère alors dans les villes. Issu du mariage entre les efforts de la Fédération régionaliste française et du Touring Club de France, qui joue un rôle déterminant dans l'élaboration de la notion moderne de patrimoine français²³, ce nouveau courant entreprend de mettre en valeur toutes les richesses du département, afin tant d'attirer les visiteurs que d'affirmer une culture régionale revivifiée face au pouvoir central. Mais pour ce faire, il se nourrit du travail des militants radicaux dont il récupère même certaines idées plus politiques.

Dans le Nord, la plus puissante association de ce type est celle des « Amis de Lille », dont l'influence s'exerce bien au-delà de l'agglomération. Comme Lemire ou les érudits du XIX^e siècle, elle s'efforce de faire connaître le folklore populaire, l'architecture régionale ou la langue vernaculaire. Mais les moyens mis en œuvre (elle bénéficie du soutien direct de la municipalité socialiste) sont sans commune mesure et la nostalgie des aînés, quoique toujours présente, cède la place à une réelle envie de moderniser les traditions pour leur réserver une place dans la société française contemporaine. À cet effet, le dynamique président Louis Delepouille se montre très réceptif aux idées de la jeune génération, fussent-elles teintées d'anti-centralisme radical voire de xénophobie.

Il exprime de façon très claire ses idées dans une lettre à Gantois qui, après s'être intéressé au syndicat, préfère démissionner en 1927.

« Si je vous avais demandé votre nom, écrit-il au jeune abbé, c'est que je pensais (et je pense toujours) que la ville de Lille a un tout particulier besoin d'être rendue à la Flandre. Cette partie wallonne de notre contrée, ne marchera pas, je pense, pour la langue flamande qu'elle n'a, je crois, jamais employée ? »

Il poursuit en expliquant que son mouvement vise à amoindrir le sentiment d'infériorité du Nord par rapport à Paris.

« Faire cesser cet état de choses, faire se redresser, en flamands, les « Nordistes », les réapprendre à être très fiers de leurs origines, de leur province, et leurs villes, chercher à redonner à celle-ci un aspect personnel, une physionomie particulière, tout cela, si ce n'est pas répandre le flamand, c'est, il me semble, essayer de refaire une vraie Flandre ? »

23. — Voir C. BERTHO-LAVENIR, *La roue et le stylo. Comment nous sommes devenus touristes*, Paris, 1999.

La lettre s'achève par une proposition d'article en faveur de la langue flamande dans le bulletin du S.I., ce que l'abbé, pour une raison inconnue, ne fera jamais²⁴.

Gantois, par contre, est associé avec quelques-uns de ses lieutenants à l'élaboration par les « Amis de Lille » du Pavillon Flandre-Hainaut-Artois au « Centre régional » de l'Exposition universelle de Paris en 1937. Parfois décrite comme une expression pétainiste avant la lettre, cette initiative traduit la forte réceptivité du régionalisme français modéré aux thèmes développés par la tradition contre-révolutionnaire et si vifs dans cette période trouble²⁵. L'abbé en sortira un peu amer, conscient sans doute que son apport à l'événement aura davantage servi la cause qu'il combat, celle d'un régionalisme bien vu de Paris, que la sienne propre. Bref, si une analyse superficielle peut donner l'impression d'une radicalisation du mouvement flamand de France dans les années trente, c'est au contraire le nationalisme français tout entier qui se radicalise²⁶.

Durant toute la durée de la Troisième République, les vrais objectifs du régionalisme septentrional demeurent donc ceux que le bourgmestre de Tournai résume si bien en 1922, à l'occasion de la venue du Comité flamand de France :

« Vous vouliez ainsi que le peuple qui avait formé cette belle province, conservât sa physionomie intellectuelle et morale si différente de celle du breton, du normand, du provençal, la France une et indivisible n'étant après tout que la mère commune de ces enfants qui lui vinrent successivement mais qu'elle réunit tous dans un amour égal »²⁷.

On retiendra deux autres choses de ce tour d'horizon. D'abord, il est évident que les commentaires des Flamands de Belgique sur le Nord nous renseignent moins sur celui-ci que sur leurs propres préoccupations. Au cœur de celles-ci figure la question de la langue, les autres n'étant vues que comme des reliquats anecdotiques. Vue sous cet angle, l'histoire du régionalisme septentrional est pour les Belges une longue série de déceptions, à moins qu'ils ne perçoivent le Nord comme un symbole du combat que la culture flamande doit mener sans coup férir, y compris hors des frontières, au risque de se voir menacée de disparition.

La majorité des Flamands de France, en revanche, n'ignorent pas que ce combat est chez eux perdu d'avance et préfèrent s'attacher à la défense du

24. — Lettre de Delepoule à Gantois, Lille, 19 juillet 1927 ; AD Nord 70 J 93.

25. — S. PEER « Les provinces à Paris ; le Centre régional à l'Exposition internationale de 1937 », *Le mouvement social*, 186, 1999, p. 45-68.

26. — Lire à ce propos G. NOIRIEL, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, 1999.

27. — « Excursion à Tournai du 30 mars 1922 », BCF, 1922-4, p. 14.

folklore, du patrimoine matériel ou de leur histoire. Le but est ici de satisfaire le besoin d'identité de chacun hors du cadre effectivement très abstrait de la citoyenneté républicaine. Mais l'appel aux ancêtres peut parfois se retourner contre soi, lorsque le contexte idéologique national (ou international) met la célébration de l'atavisme au premier plan. À ce moment seulement, la confusion devient possible, encore que l'histoire du xx^e siècle montre que la position fédéraliste est difficile à défendre dans un pays aussi précocement unifié que la France. Modifiée sans cesse au gré des époques, la notion de Flandre française elle-même apparaît en dernière analyse comme une création avant tout hexagonale.

Mots-clés : régionalisme, nationalisme, histoire culturelle, Flandre française, mouvement flamand, Troisième République.